



»»»» **Élisabeth Laville**, fondatrice du cabinet spécialisé sur le développement durable **Utopies**

Les inégalités environnementales

Avec son film tout juste sorti, Nicolas Hulot surprend avec un message fort : on ne pourra pas résoudre la crise écologique si l'on ne résout pas en même temps la crise sociale. Cette idée a le vent en poupe en France, avec la création récente d'un secrétariat d'État en charge de la « *dimension solidaire du développement durable* ». Comme le dit l'avocat américain Van Jones, la fameuse vague verte ne sera une réussite pour sortir de la crise que si « *elle s'avère capable de soulever tous les bateaux, celui des plus riches comme celui des plus pauvres* ».

Il ne s'agit pas ici seulement des 200 millions de réfugiés climatiques annoncés parmi les populations vivant déjà en grande précarité dans les pays du Sud... Le désastre de La Nouvelle-Orléans en 2005 a montré que les plus défavorisés des pays riches pouvaient tout autant être affectés par le changement climatique. En France, la fracture énergétique

s'aggrave : la part du transport automobile et du chauffage a augmenté de 50 % dans le budget des ménages les plus modestes entre 2001 et 2008. Les bailleurs sociaux, qui s'engagent dans des programmes ambitieux de rénovation énergétique de leur parc, savent bien que c'est la facture de chauffage, plus que le montant du loyer, qui place les familles bénéficiaires dans une situation financière délicate.

La militante américaine Majora Carter, à l'origine d'un programme pour « verdir » son quartier natal du Bronx, va jusqu'à dire que les discriminations raciales et économiques que subissent les communautés les plus démunies des métropoles du monde entier sont aggravées par une « *inégalité environnementale* ». Aux États-Unis, dit-elle, 46 % des logements sociaux sont situés à moins de 2 km d'usines aux rejets toxiques. C'est vrai à New York, où les incinérateurs brûlant les déchets de la ville sont situés

dans les quartiers pauvres... et ce n'est pas totalement faux à Paris, où les sites industriels et les banlieues défavorisées sont regroupés au nord-est de la capitale.

L'Écosse est la première nation à avoir officiellement pris position sur cet enjeu de société qu'est la « *justice environnementale* ». En 2002, le premier ministre McConnell a reconnu publiquement que

La croissance verte doit être mise au service de la lutte contre la pauvreté.

« *les gaz d'échappement, la pollution et l'insalubrité des logements frappent particulièrement les personnes les plus fragiles, à savoir les enfants, les personnes âgées et les plus démunis* », décidant dans la foulée d'intégrer le sujet aux politiques et indicateurs nationaux de développement durable.

Pour être aussi séduisante qu'on

nous la présente, la croissance verte ne doit pas servir qu'à enrichir les Golden Boys du Net ou de la finance nouvellement convertis à l'écologie. Elle doit aussi être mise au service de la lutte contre la pauvreté. Selon l'Organisation internationale du travail, la rénovation énergétique des bâtiments et les énergies renouvelables vont créer des millions d'emplois. Tout doit être fait pour que ces emplois supplémentaires ne soient pas sous-traités dans les pays du Sud mais au contraire donnés à des jeunes des banlieues les plus pauvres, leur offrant ainsi une nouvelle chance de sortir de la misère et révélant au passage des entrepreneurs en puissance. Évidemment il faudra investir pour former ces jeunes à l'installation et à l'entretien de panneaux solaires ou de toitures végétalisées, à la rénovation thermique ou à la valorisation des déchets. Mais le développement durable ne nous apprend-il pas à penser en coût global, mettant en regard de l'in-

vestissement initial les économies qu'il permet de réaliser à plus long terme? En l'occurrence ici, on gagnerait à considérer les bénéfices pour la société de ne plus avoir ces jeunes dans la rue...

Cette approche globale est aussi, d'ailleurs, celle du commerce équitable, qui incite les petits producteurs du Sud à s'engager dans le bio, car l'absence de pesticides améliore leur santé et leur espérance de vie. C'est aussi, désormais, la démarche d'Unis-Cité, l'association pionnière du service civique en France, qui vient de lancer MédiaTerre, un projet innovant pour accompagner des familles modestes dans l'acquisition des «éco-gestes».

Tous ceux qui misent, avec enthousiasme et raison, sur le développement durable pour nous sortir de la crise doivent en être convaincus: si nous partageons les fruits de la croissance verte avec les plus démunis, nous nous en trouverons enrichis, jamais appauvris.